

## **Réponses au quiz et commentaires**

### **1) Réponse A**

A l'heure où nous publions, seul un décret d'application est sorti (lire notre [article](#) dans l'édition du jour). Selon la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC), la nouvelle version du code de déontologie ne devrait pas sortir avant septembre (lire notre [interview](#)).

### **2) Réponse A**

Sont visés par l'ordonnance du 17 mars 2016 les salariés du commissaire aux comptes (Cac), les associés et « toute autre personne participant à la mission de certification ou les personnes qui sont étroitement liées » au commissaire aux comptes, pour des manquements à certaines dispositions du code de commerce relatives à l'indépendance du commissaire aux comptes et aux dispositions du code de déontologie relatives aux liens personnels, professionnels ou financiers. Ces sanctions s'appliquent à tous les mandats (EIP ou non). Les commissaires aux comptes signataires et la gouvernance de l'entité sont également passibles de sanctions (de montants différents) (lire notre [article](#)).

### **3) Réponse B**

Cette obligation s'applique aux rémunérations versées à compter du 1er juillet 2016. La première DSN devra donc être établie à compter du 5 août, lorsque les cotisations de sécurité sociale sont acquittées mensuellement, ou du 15 août dans les autres cas. La généralisation à toutes les entreprises est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (lire notre [article](#)). La mise en œuvre de la DSN préoccupe certains cabinets (lire notre [interview](#)).

### **4) Réponse B**

Cette dispense concerne les entreprises ne dépassant pas 2 des 3 seuils suivants : 4 millions d'euros de total de bilan, 8 millions d'euros de chiffre d'affaires et 50 salariés. Un arrêté du 30 mai 2016 fournit un modèle type de déclaration de confidentialité du compte de résultat (lire notre [article](#)). Cette option est cependant inopposable à certaines parties prenantes (lire notre [article](#)). Ce dispositif de publication des comptes - à géométrie variable - semble poser une question constitutionnelle (lire notre [article](#)).

### **5) Réponse A**

Le projet de loi « relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique » prévoit de mettre en place une astreinte sectorielle particulière qui pourrait atteindre 2 % du chiffre d'affaires journalier par jour de retard. Cette mesure a été validée en première lecture par les deux assemblées. Cependant, bien d'autres secteurs sont concernés par le non dépôt de comptes, tels que celui du foot professionnel (lire notre [article](#)). Ce phénomène est également observé chez les cabinets comptables depuis peu (lire notre [article](#)).

### **6) Réponse A**

Un expert-comptable, proche de la présidente du Front national Marine Le Pen, fait partie des noms qui ressortent de cette enquête mondiale ayant permis notamment de mettre au jour un système de dissimulation d'avoirs financiers organisé dans des centres offshore d'Asie et des Caraïbes (lire notre [article](#)).

### **7) Réponses A et B**

Les personnes assujetties à la TVA qui enregistrent les règlements de leurs clients au moyen d'un logiciel de comptabilité ou de gestion ou d'un système de caisse doivent utiliser un logiciel ou un système satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données. A défaut, elles encourent une amende de 7500 euros par logiciel (lire notre [article](#)).

### **8) Réponse A**

Ezbeez se définit comme un « intermédiaire du web » entre le client et l'administration. C'est l'Urssaf qui produit le bulletin de paie (lire notre [article](#)).

### **9) Réponse B**

Il existe en France une dizaine d'offres d'expertise comptable estampillées exclusivement on-line (lire notre [article](#)).

### **10) Réponse B**

« L'Entreprendre » est un espace de 150 m<sup>2</sup> avec salles de réunion, postes de co-working et conseillers à disposition (lire notre [article](#)). L'accueil en boutique existe déjà dans la profession comptable, depuis les années 2000 (lire notre [article](#)).

### **11) Réponse A**

Le chiffre d'affaires total des activités réglementées des 100 premiers cabinets comptables présents dans l'Hexagone progresse de 5,53 % sur la saison 2014/2015, selon le classement de La Profession comptable. Leur chiffre d'affaires « traditionnel » atteint 5,34 milliards d'euros contre 5,06 un an plus tôt (lire notre [article](#)).

### **12) Réponse B**

Le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et l'association chargée de commercialiser le portail jedecclare.com ont été condamnés en appel pour abus de position dominante sur le secteur de la transmission de données fiscales et comptables sous format EDI (échange de données informatisées) à l'administration fiscale (lire notre [article](#)). L'amende de 1,2 million d'euros a été déclarée constitutionnelle en janvier (lire notre [article](#)).

### **13) Réponse A**

La Cour de cassation a jugé le professionnel responsable de n'avoir pas procédé aux rapprochements bancaires qui lui auraient permis de déceler un système de chèques falsifiés (lire notre [article](#)).

### **14) Réponse A**

Cette mesure, contenue dans le projet de loi Sapin 2, a été acceptée par les deux assemblées (lire notre [article](#)).

### **15) Réponse B**

Le dispositif est effectif depuis le 25 avril 2016. Cette attestation doit être faite dans une déclaration jointe au rapport de gestion. Les Cac doivent également vérifier que les dispositions régissant ces prêts ont bien été respectées (lire notre [article](#)).

### **16) Réponse A**

Les minima conventionnels du personnel relevant de la grille générale et l'indice 40 sont en hausse de 0,5 %. Les nouvelles valeurs s'appliquent depuis le 1er avril 2016 dans les cabinets adhérents à l'Ifec et ECF. Pour les autres cabinets, l'application se fera au lendemain de la publication au Journal officiel des arrêtés d'extension (lire notre [article](#)).

**17) Réponse B**

Lire notre [article](#)

**18) Réponse A**

Les fonds d'investissement Silver Lake et Altaone ont acquis début juillet 37,6 % du capital de Cegid group. Une offre publique d'achat va être déposée (lire le [communiqué](#) et notre [article](#)).

**19) Réponse B**

La dernière version du projet de loi « pour une République numérique » exclut les professionnels du champ des bénéficiaires du futur droit à la récupération de leurs données (lire notre [article](#)). Le texte a été adopté définitivement par l'Assemblée nationale le 21 juillet. Le Sénat examine les conclusions de la commission mixte paritaire le 27 septembre (selon l'agenda prévisionnel).

**20) Réponses B**

En raison de l'appétence du Royaume-Uni pour les IFRS (lire notre [article](#)). Lire également notre [article](#) sur les alternatives possibles de la sortie du Royaume-Uni.